



Déclaration préalable de la FSU au CTSD du 02 février 2012.

Les choix politiques et budgétaires actuels du gouvernement, avec l'instrumentalisation de la question de la dette à des fins d'austérité, avec la mise en cause des dépenses publiques, avec la poursuite de la RGPP et du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, ont des conséquences directes sur la dégradation du service public d'éducation. Ce sont ainsi 14 000 nouvelles suppressions d'emplois à l'école pour cette rentrée 2012, ce qui porte à 70000 le nombre d'emplois supprimés en 5 ans.

L'académie Picarde est encore une fois touchée puisque 491 postes seront supprimés à la rentrée 2012 dont 235 dans le premier degré et 242 dans le second degré, principalement en lycée professionnel. C'est un nouveau mauvais coup porté à la réussite de nos élèves dans une académie où tous les personnels de l'éducation nationale sont mobilisés pour combattre l'échec scolaire. Il faut ajouter à cela la suppression de 14 postes dans les services administratifs et établissements scolaires, liée à la réorganisation des services des Inspections Académiques. Ce projet, dénoncé par la FSU, remet en cause la gestion départementale des Professeurs des Écoles et induit une mutualisation dont l'unique objectif est de servir de levier à de nouvelles suppressions de postes administratifs.

Dans l'Oise, 83,25 postes seront ainsi supprimés dans le premier degré, 10,72 postes dans les collèges (fermeture de 2 postes et transformations de 157 heures postes en heures supplémentaires). Ce sont les conditions de travail de tous, élèves et personnels qui seront une nouvelle fois gravement dégradées.

Au niveau de l'éducation prioritaire, ce sont 10 propositions de fermetures pour 3 propositions d'ouverture dans les écoles et 9 situations à suivre; un solde de 4 fermetures d'ETP dans les collèges qui accueilleront une centaine d'élèves en plus alors que 13 fermetures d'ETP touchent les collèges ECLAIR. Le recul de la scolarisation des moins de 3 ans, scolarisation qui n'est plus un axe prioritaire du projet rectoral, la fermeture de postes d'ESAP, la fermeture de supports dans des dispositifs RASED déjà exsangues, la baisse de la dotation en Segpa, toutes ces orientations ont pour conséquences de porter un coup terrible à la cohérence des projets de réussite scolaire dans ces secteurs fragilisés.

Hors éducation prioritaire, ce sont 55 propositions de fermetures (10 en maternelles, 13 en élémentaire, 13 en RPI et 19 en écoles primaires) pour 11 propositions d'ouvertures (2 en maternelles, 3 en élémentaire, 3 en RPI, 3 en école primaire) et 10 situations à suivre. Les collèges hors EP perdent plus de 6 ETP. Ces fermetures pénalisent particulièrement les petites structures, notamment les écoles maternelles dans le premier degré, et auront pour conséquences des organisations pédagogiques défavorables.

Plus généralement, des missions aussi fondamentales que le remplacement et l'aide aux élèves en difficultés scolaires persistantes sont mises à mal. Il en est de même pour les actions spécifiques concourant à la réussite scolaire telles que les dispositifs « lecture+ » ou les dédoublements de divisions pour certains enseignements spécifiques. La fermeture de postes de conseillers pédagogiques en arts visuels et en éducation musicale interroge sur la conception d'une école qui perdrait de vue, au-delà de la transmission des savoirs, son devoir de former les citoyens de demain.

Pour la FSU, tous ces choix contribuent à creuser les inégalités entre les élèves, entre les écoles, les établissements et les territoires. Les familles les plus fragilisées et leurs enfants seront les premières victimes des orientations budgétaires. D'autre part, cette nouvelle dégradation des conditions d'enseignement dans le service public d'éducation risque de détourner des familles vers l'école privée aidée par les finances publiques.

Des mobilisations liées au refus de ces suppressions de postes se multiplient dans notre département, à l'initiative de parents d'élèves, de citoyens, d'élus. La fermeture d'écoles ainsi que le nombre significatif de classes non assurées dans le second degré dans notre département lors de la journée de grève et de manifestation du 31 janvier témoignent du refus des personnels face à une politique qui, au final, ne se justifie que par la recherche des économies budgétaires. Les personnels ont également exprimés ce 31 janvier leur rejet de ce « nouveau management public » qui se traduirait dans le premier degré par une évaluation en dehors du contexte de la classe et du geste professionnel et dans le second degré par des professeurs entièrement sous la coupe du chef d'établissement.

Pour toutes ces raisons, la FSU Oise, partie prenante du front commun départemental de défense et de promotion du service public et laïque d'éducation, soutiendra et appellera dans ce cadre les personnels à participer aux actions locales et départementales qui seront engagées contre les suppressions de moyens.